

Des voix: Bravo!

M. Comeau: Le bill sur le bilinguisme a été adopté, mais ce n'est pas cela qui nourrit son homme. Je suis écéuré d'entendre le gouvernement nous dire qu'il n'y a pas d'argent pour financer de petits travaux de dragage, pour entretenir de petits bureaux de poste, pas d'argent pour ceci, ni pour cela. L'argent est disponible sous toutes sortes de formes et le gouvernement le sait, mais il est insensible devant le sort des pauvres.

Hier le ministre des Transports a déclaré que nous devons adopter des politiques à long terme. Je suis d'accord, mais les politiques à long terme du gouvernement semblent vouloir que tout le monde devrait déménager dans les zones urbaines. Cela créera des ghettos ou, comme quelqu'un me le disait hier, des fourmillières. Les journaux nous rapportent les critiques de gens des Maritimes qui déménagent à Toronto et qui ne savent pas comment y vivre. Nous autres, des Maritimes, sommes critiqués chaque jour. J'ai lu la semaine dernière un article parlant des conditions auxquelles, prétend-on, nous ne pouvons nous adapter; cependant, les politiques du gouvernement actuel nous conduisent vers les centres très industrialisés et très peuplés du Canada. Quand on supprime les services, les gens n'ont pas le choix, ils doivent s'en aller.

Les industries n'ont également pas d'autre choix que de s'installer dans les zones urbaines du pays. Comment peut-on compter qu'une industrie s'installera dans les régions du pays qui n'ont ni bureau de poste, ni service ferroviaire, ni les services d'Air Canada?

Ceux qui déménagent vers les régions urbaines créent de nouveaux problèmes. Nous avons encore entendu parler aujourd'hui de l'intérêt du gouvernement pour l'urbanisation. Tout le monde en parle. Les problèmes urbains du Canada sont nombreux. Les gens ne veulent pas mettre une heure de voiture pour aller à leur travail à un mille plus loin. Ils ne veulent pas payer \$10,000 ou \$15,000 pour un terrain de 30 sur 100 pieds, alors qu'il y en a tant au Canada, et ils ne veulent pas non plus vivre avec sept enfants dans un appartement de trois chambres à coucher à \$250 par mois.

• (2.50 p.m.)

Ne venez pas nous parler de politiques à long terme si la seule chose que vous puissiez faire est de diriger les ruraux vers les centres urbains. Je prédis que, dans 20 ans d'ici, le gouvernement voudra modifier cette politique de fond en comble. Nos villes connaîtront alors un tel état de désordre qu'on essaiera de refouler les citoyens vers les campagnes.

Le gouvernement actuel ne semble pas s'inquiéter de la qualité de l'existence des Canadiens. A la campagne, les gens ne sont pas véritablement pauvres comme on l'est dans les villes. Leur vie, à tout prendre, est agréable. Ils travaillent paisiblement, font un peu de chasse, un peu de pêche. La qualité de la vie rurale au Canada est probablement bien supérieure à celle de la plupart des centres urbains. Certains députés se demanderont donc sûrement ce dont je me plains. Tout ce que je dis, c'est ceci: De grâce, n'enlevez pas à ceux qui préfèrent demeurer à la campagne les services dont ils ont besoin. Conservons-leur certains agréments. Ne les forçons pas à émigrer vers la ville. Si vous voulez changer la nature des services, alors procurons-leur des solutions de rechange. Éliminer, ce n'est pas une solution. Nous comptons un nombre suffisant de fonctionnaires bien rémunérés pour offrir de meilleurs services que nous ne l'avons fait jusqu'à maintenant.

Quelles sont les priorités qu'on s'est fixées? Dans le discours du trône, pas trace de préoccupation pour les assistés sociaux. Il y est question de bâtir de nouvelles maisons, mais songeons que bien des gens n'ont pas les moyens de les acheter. Les taux d'intérêts sont si élevés que l'emprunt est un luxe. Nul ne peut obtenir une hypothèque domiciliaire s'il gagne moins de \$8,000 par an. Pour être efficace, le régime de bien-être doit pourvoir aux besoins des gagne-petit comme à ceux des autres. Ils sont les victimes du système et j'espère que nous pourrions remédier à la situation. J'imagine que c'est l'objectif du gouvernement. Je veux l'espérer. Peut-être devrais-je tempérer mes critiques, et le gouvernement sait-il ce qu'il fait. Mais depuis 1867 tous les gouvernements ont eu l'air de savoir ce qu'ils faisaient, et la pauvreté existe encore. C'est insensé qu'un père de famille m'écrive: «J'ai 14 enfants et je suis un assisté social; au diable tout leur système de bien-être; trouvez-moi donc un emploi.» Ce genre de chose m'enrage. Beaucoup d'entre nous viennent ici avec certains objectifs à l'esprit, une certaine dose d'initiative et le désir de faire quelque chose pour les gens qui sont coincés par le système. Je dirais que le gouvernement actuel n'arrange guère les choses. Le Canada est un pays riche, et toutes ses régions pourraient être mises en valeur si nous prenions le temps de penser quelque peu et de laisser la politique de côté.

Des voix: Bravo!

M. Harold E. Winch (Vancouver-Est): En me levant pour participer au débat sur l'Adresse, je voudrais tout d'abord commenter brièvement le discours lui-même, puis aborder